

DOUANES

La corruption existe, reconnaît Djoudi

La corruption existe au sein des Douanes. Et c'est le ministre des Finances qui le reconnaît. «Personne ne peut nier que la corruption existe, qu'il y a des insuffisances», a déclaré Karim Djoudi qui a ouvert, hier, à l'hôtel El Aurassi (Alger), un atelier international de recherche appliquée.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Consacré à la problématique des usages de la quantification dans les administrations fiscales et douanières des pays en développement et émergents, cet atelier est organisé sur deux jours en collaboration avec l'Organisation mondiale des douanes, la Douane algérienne, la Banque mondiale et la Banque islamique de développement.

Certes, le ministre des Finances n'a pas été précis quant à la nature et à l'ampleur de cette corruption. Et à ce propos, le directeur général des Douanes a été également imprécis, voire nuancé. Tout en reconnaissant son existence, Mohamed Abdou Bouderbala a, cependant, minimisé l'ampleur des actes de corruption.

Ce «ne sont que des brouilleries», dira le DG des Douanes nationales, assurant que lorsque l'auteur d'une infraction, d'un acte de corruption est appréhendé et cet acte avéré, des procédures

répressives sont aussitôt déclenchées. Et d'autant que les Douanes nationales ont renforcé leurs moyens de lutte et de prévention, M. Bouderbala a évoqué le déploiement des inspections régionales des douanes ainsi que la capacité de l'inspecteur à s'autosaisir.

En outre, le DG des Douanes relève que l'extension de l'informatisation des procédures, des déclarations et des contentieux permet de réduire toute possibilité de manipulation et d'interférence due à l'intervention humaine.

Ce processus d'informatisation est quasi finalisé, relève Mohamed Bouderbala qui avait indiqué auparavant que son administration s'est engagée à développer la gestion des risques, l'appréciation efficiente et mesurée de la performance, une lutte renforcée contre la corruption.

Des efforts qui doivent être cependant intensifiés malgré «les résistances», comme le relève



Photos : Samir Sid.

Bouderbala minimise l'ampleur des actes de corruption.

Karim Djoudi qui a assuré de la «volonté (de l'Algérie) à poursuivre les efforts d'ouverture de l'économie pour une meilleure insertion dans les échanges mondiaux» et invite, dans ce sens, l'administration des Douanes à poursuivre le rapprochement avec les opérateurs économiques.

Et dans la mesure où le secrétaire général de l'Organisation mondiale des douanes, Kunio Mikuriya, satisfait, au demeurant, du processus de modernisation de l'administration douanière lié à la lutte contre la corruption et la contrebande, appelle pour autant à alléger les tarifs douaniers, améliorer les conditions socioprofessionnelles des agents et adopter une démarche réfléchie et concrète en matière de quantification notamment.

C. B.

A ce propos, Karim Djoudi avait observé que la maîtrise de la quantification (des chiffres et des indicateurs) revêt une importance capitale du fait qu'elle permet de détecter la fraude, de mesurer l'efficacité des services douaniers et

d'améliorer la gouvernance au sein de cette importante institution.

Thématique principale de cet atelier, la quantification est

conçue, au-delà de la production de statistiques et de leurs appréciations divergentes, comme une solution appropriée pour réguler les rapports des fonctionnaires en interne et avec l'extérieur de leur administration.

Qu'il s'agisse d'atteindre un niveau optimal de recettes, d'améliorer l'efficacité des contrôles, de renforcer l'autorité politique et le contrôle hiérarchique interne, d'améliorer le rapport aux différents types d'usagers, la quantification est perçue comme une technique administrative vecteur d'objectivité.

Cette transparente objectivité véhiculée par les chiffres est, en soi, une solution proposée pour soutenir les réformes dans des environnements où la subjectivité et l'asymétrie d'informations causées par la corruption ou la faiblesse des ressources des administrations troublent les rapports entre gouvernement, fonctionnaires, usagers et bailleurs.

C. B.

ACQUISITION D'HÉLICOPTÈRES

Bouderbala attend le feu vert

Les Douanes attendent encore «le feu vert» pour l'acquisition de quatre hélicoptères destinés notamment au contrôle des frontières. «Nous attendons», dira le directeur général des Douanes, en marge de cet atelier. Par ailleurs, Mohamed Bouderbala a indiqué que son administration a acquis des scanners fabriqués par une entreprise publique chinoise. Un marché contracté pour 5 à 6 millions de dollars et que le DG des Douanes a qualifié de «bonne affaire», laissant entendre que le parc de scanners sera encore renforcé.

C. B.

Près de 100 000 euros saisis en 2011

Près de 100 000 euros ont été saisis en 2011 selon un bilan non exhaustif dressé par l'administration des Douanes. Ainsi, le 2 août 2011, les douanes de l'aéroport Houari-Boumediène ont saisi 99 850 euros. En outre, les douanes de Béchar ont, le 23 novembre dernier, saisi 518 000 DA en billets de 2 000 DA falsifiés. Concernant les stupéfiants (kif traité et résine de cannabis), les douanes font état de plus de 2 000 kg de saisies.

C. B.

LE DG DES DOUANES L'AFFIRME :

«Le climat social n'a jamais été perturbé»

«Le climat social n'a jamais été perturbé» au sein des Douanes qui comptent 20 000 agents. C'est ce qu'affirme le directeur général des Douanes, serin quant au bon fonctionnement interne, notamment en matière de rémunération. Pour Mohamed Abdou Bouderbala, les insatisfaits et agitateurs existent certes mais constituent une infime minorité. «Ce n'est pas parce qu'il y a quelques personnes qui (s'agitent) que le climat social est perturbé», dira le premier responsable de l'administration douanière.

600 milliards de dinars de recettes

Les recettes douanières générées en 2011 ont atteint 600 milliards de dinars pour 2011. C'est ce que le ministre des Finances, Karim Djoudi, a rappelé hier.

C. B.

TIZI-OUZOU

Un deuxième faux barrage en moins de 24 heures

Un peu moins de vingt-quatre heures après le faux barrage dressé dans la nuit de samedi, au niveau duquel un usager du CW 147 menant de Tizi-Ouzou à Mechtras a été délesté de son véhicule, un groupe terroriste a érigé un autre faux barrage, dimanche soir, cette fois-ci un peu plus au nord de Tizi-Ouzou, pas loin du lieu-dit Pont-de-Bougie, à l'une des sorties Est de la ville, sur la route menant à Boudjima.

Selon une source sécuritaire, les citoyens contraints à cette halte intempestive ont été obligés d'exhiber leurs pièces d'identité avant que les terroristes ne procèdent à la distribution de supports vidéo de propagande, puis d'intimer l'ordre au chauffeur d'un véhicule de transport de voyageurs de les conduire vers les environs de Sidi Naâmane, à l'ouest de la ville de Tizi-Ouzou. Ce n'est que vers une heure du matin que le transporteur a été libéré.

A. M.

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT

ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

Le Canada apporte sa contribution à l'Algérie

La lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme en Algérie était, hier, au centre d'un débat d'atelier organisé à la résidence des magistrats. La rencontre, organisée par l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, et appuyée par le Canada, était destinée aux magistrats.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - L'ambassadrice du Canada, M^{me} Geneviève des Rivières, qui a pris part aux travaux d'ouverture de cet atelier, a tenu à souligner : «Notre sécurité est indissociable de celle des autres Etats, y compris l'Algérie, le Canada participe activement à la lutte mondiale contre le terrorisme.»

Selon la diplomate, «le Canada a mis en place en 2005 le programme d'aide au renforcement des capacités antiterroriste». «Ce programme, vise à fournir aux pays la formation, le financement, l'équipement ainsi que l'expérience technique et juri-

dique pour leur permettre de prévenir les activités terroristes sur leur territoire et de réagir, le tout en conformité avec les normes et les obligations internationales touchant les droits de la personne et la lutte contre le terrorisme.» Elle dira, également, que le «Canada a joué un rôle-clé dans le lancement du Forum mondial de lutte contre le terrorisme à New York».

«Cette nouvelle initiative internationale a donné lieu à l'établissement d'un groupe de travail sur le renforcement des capacités de lutte antiterroriste au Sahel. Celui-ci, coprésidé par l'Algérie et le Canada, a pour principal objec-

tif d'aider les pays de la région à renforcer leurs capacités civiles de lutte contre le terrorisme dans cinq domaines, à savoir la sécurité transfrontalière, la coopération entre les services de police, le secteur juridique et judiciaire, la lutte contre le financement du terrorisme et l'engagement communautaire».

Pour sa part, le directeur général des affaires judiciaires et juridiques du ministère de la Justice, Amara Mohamed, a qualifié la dite rencontre d'«espace scientifique, où le contact et l'échange d'informations consolideront les liens entre les différents participants venus des Etats-Unis, de Hollande, de Grande-Bretagne et des experts onusiens».

En somme, la partie algérienne a tenu à mettre en exergue l'avancée des différentes juridic-

tions, visant à lutter contre le blanchiment d'argent. Il s'agit notamment de la publication d'une ordonnance au *Journal officiel* (n°8 de l'année 2012). «Une nouvelle loi qui découle de la volonté politique d'éradiquer ce mal qui gangrène l'économie nationale. Le président Boutefflika avait assimilé l'engagement de l'Algérie à lutter contre la corruption à celui de la lutte contre le terrorisme», a-t-on indiqué.

Enfin, hier, tout le monde s'accordait à dire que le défi imposé à l'Algérie en matière de lutte contre le blanchiment d'argent (accentué avec l'entrée du pays dans l'économie de marché, les scandales financiers et le terrorisme) et le financement du terrorisme appelle à la prise de nouvelles mesures ou au renforcement de celles déjà existantes.

A. B.